

Les indicateurs alternatifs du bien-être

Par Romina Boarini, Åsa Johansson et Marco Mira d'Ercole

Comme beaucoup d'autres organisations, l'OCDE mesure normalement le niveau de vie matériel des pays membres par leur produit intérieur brut (PIB) et l'évolution de celui-ci. Or, il est évident que les gouvernants ne s'attachent pas seulement au PIB. En effet, ils cherchent à améliorer le bien-être global, actuel et futur, des citoyens en tenant compte d'autres facteurs ayant trait notamment à la redistribution et à la qualité de l'environnement. Le présent numéro des *Cahiers statistiques*¹ examine les différentes composantes possibles du bien-être et tente de déterminer si des indicateurs de la croissance économique peuvent refléter de façon adéquate le développement et le niveau du bien-être dans les pays de l'OCDE.

Le « bien-être » est une notion complexe. Sa définition est différente d'un dictionnaire à l'autre, mais elle fait généralement intervenir les concepts de prospérité, de santé et de bonheur. Le bien-être n'est pas chiffrable avec précision. Il existe des indicateurs numériques qui permettent de mesurer différentes composantes du bien-être et on peut à juste titre faire valoir que le bien-être général dans l'ensemble d'une société a probablement augmenté ou diminué si un indicateur ou un ensemble d'indicateurs évoluent dans une certaine direction. Mais lorsque les différents indicateurs n'évoluent pas dans la même direction, il n'est pas possible de déterminer si le bien-être s'améliore ou se dégrade, à moins que tous les indicateurs utilisent la même unité.

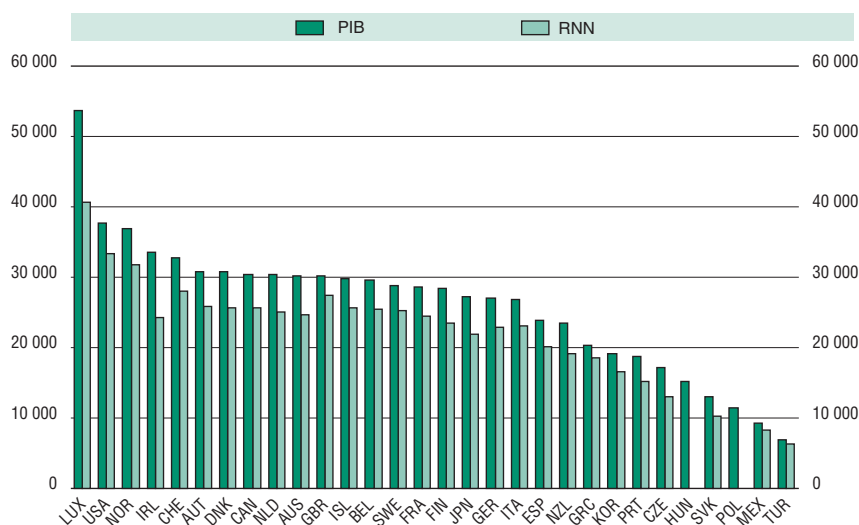
Le présent numéro des *Cahiers statistiques* examine différentes méthodes de mesure du bien-être. On s'intéressera tout d'abord aux indicateurs *monétaires*, à savoir ceux qui sont directement disponibles dans les comptes nationaux pour l'ensemble de l'économie ou

Dans ce numéro

- 2 Indicateurs monétaires du bien-être
- 4 Indicateurs non monétaires du bien-être
- 7 Résumé et conclusions
- 8 Pour en savoir plus

Graphique 1. **Produit intérieur brut et revenu national net par habitant, 2003**

(Prix courants en USD et PPA courantes)



Source : OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2005.

1. L'analyse initiale est décrite dans R. Boarini, A. Johansson et M. Mira d'Ercole, « Alternative measures of well-being », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 476, et Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 33, Paris, 2006.

pour les ménages et ceux qui tentent de mesurer l'influence d'autres composantes du bien-être (comme les loisirs et la distribution du revenu) en termes monétaires. Seront ensuite étudiés divers indicateurs *non monétaires* (reflétant par exemple la situation sociale et la qualité de l'environnement), ainsi que des enquêtes mesurant subjectivement le bonheur et la satisfaction de la vie.

Indicateurs monétaires du bien-être

Le PIB et les autres indicateurs des comptes nationaux

Les économistes évaluent souvent le bien-être au moyen du PIB par habitant. Dans le cadre des comptes nationaux, cependant, il existe de meilleurs indicateurs du niveau de vie matériel que le PIB par habitant, même si la disponibilité et la fiabilité des données restreignent les possibilités de comparaisons internationales et intertemporelles. L'un de ces indicateurs est le *revenu national*. Le PIB est un concept qui relève de la production mais, de par sa construction, il est égal au revenu total dégagé lors du processus de production. Une partie de ce revenu est versée aux non-résidents, et les résidents perçoivent des revenus d'opérations de production réalisées dans d'autres pays. On peut corriger le PIB du « revenu net de l'extérieur » pour obtenir le revenu national brut, RNB, concept qui reflète mieux le bien-être des résidents d'un pays.

Par ailleurs, le PIB ne tient pas compte de l'usure des équipements lors du processus de production et surestime ainsi la valeur de la production qui contribue au bien-être. Si l'on soustrait du PIB et du RNB l'amortissement du capital,

on obtient le produit intérieur net (PIN) et le revenu national net (RNN). Tous les pays établissent des estimations de l'amortissement du capital, mais celui-ci est notoirement difficile à calculer avec précision.

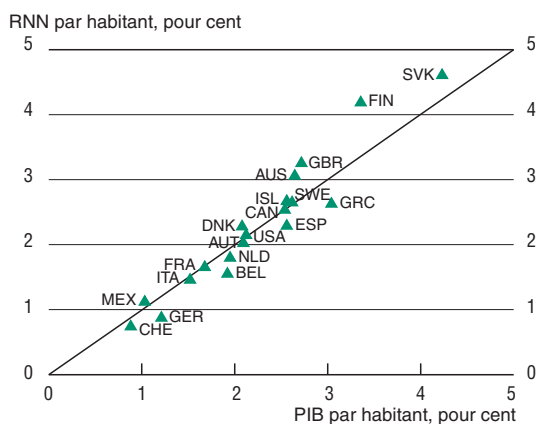
Pour les données concernant le PIB, le PIN, le RNB et le RNN, on utilise la monnaie locale du pays considéré. Si l'on veut procéder à des comparaisons internationales, on peut convertir les données en une monnaie commune, généralement le dollar des États-Unis, sur la base des taux de change ou des parités de pouvoir d'achat (PPA), ces dernières étant largement préférables pour ce type de comparaison². Pour la majorité des pays (graphique 1), il n'y a guère de différence entre le RNN et le PIB par habitant, les principales exceptions étant l'Irlande et le Luxembourg. Les rythmes d'évolution des deux indicateurs sont également similaires dans la plupart des pays.

Même si l'on utilise le RNN par habitant, on n'obtient qu'une médiocre approximation des ressources économiques dont bénéficient en fait les individus et les ménages. Un meilleur indicateur est le revenu de toutes les sources dont disposent les ménages après avoir acquitté l'impôt, et la proportion de ce revenu qu'ils consomment, y compris les biens et services qu'ils reçoivent gratuitement des administrations publiques et des institutions sans but lucratif. Pour tous les pays, le revenu disponible des ménages par personne est inférieur au PIB par habitant et le niveau de consommation des ménages par habitant est en général encore inférieur. Mais les comparaisons entre pays montrent qu'il existe une correspondance relativement étroite entre le revenu des ménages, leur consommation et le PIB par habitant. En revanche, le revenu et la consommation des ménages ont en général progressé moins rapidement que le PIB dans la plupart des pays au cours de la décennie qui vient de s'écouler, essentiellement parce que les bénéfices des entreprises ont eu tendance à augmenter. Or, comme les ménages sont en fin de compte les propriétaires des entreprises, une accélération de la hausse des revenus des entreprises devrait accroître la prospérité des ménages (du fait de la valorisation des actifs), mais ce phénomène échappe aux données des comptes nationaux relatives aux flux de revenus.

Prise en compte d'autres composantes du bien-être dans un cadre monétaire

Les déterminants du bien-être individuel et collectif ne se limitent évidemment pas à la production et à la consommation de ressources économiques. Plusieurs pistes ont donc été explorées dans le but d'étendre les agrégats des

Graphique 2. Évolution du produit intérieur brut et du revenu national net par habitant, 1994-2003
(Taux de croissance annuel moyen)



Source : OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2005.

2. Voir le numéro de mars 2002 des Cahiers statistiques, *Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations*.

comptes nationaux à divers autres aspects qui présentent un intérêt pour les individus et pour la collectivité. L'évaluation monétaire de facteurs non marchands repose sur un certain nombre d'hypothèses problématiques, mais des calculs illustratifs mettent en évidence l'importance potentielle de certains de ces facteurs³.

Loisirs

Indéniablement, pour la plupart des individus, de plus longs congés et un temps de travail plus court contribuent au bien-être tant qu'ils ne s'accompagnent pas d'une baisse de revenu (Beckerman, 1978). En ce sens, le loisir constitue un « bien », mais il ne se vend pas sur un marché et n'entre donc pas (comme beaucoup d'autres facteurs non marchands) dans les comptes nationaux. Bien qu'il n'y ait pas d'indicateur direct de la quantité de loisirs dont bénéficient les citoyens des pays de l'OCDE, on observe d'importantes différences d'un pays à un autre en ce qui concerne le nombre d'heures de travail rémunérées effectuées chaque année, différences qui ont elles-mêmes évolué au fil des ans. Les travailleurs des États-Unis, pays qui a l'un des niveaux de PIB par habitant les plus élevés, ont également une durée annuelle de travail élevée, qui n'est supérieure que dans quelques autres pays de l'OCDE⁴. Dès lors, attribuer une valeur monétaire aux loisirs, d'une façon plus ou moins arbitraire, permet de mieux prendre en compte le bien-être dans tous les pays, au-delà des indicateurs de revenu. Bien que le classement des pays en fonction de cet indicateur corrigé ne soit pas très différent de celui reposant sur le PIB par habitant, les taux de croissance des deux indicateurs diffèrent plus sensiblement dans plusieurs pays. En général, les taux de croissance annuels moyens sont plus élevés, notamment dans le cas du Danemark, de la France, des Pays-Bas et du Portugal (Boarini et autres, 2006).

Taille du ménage

Toutes les estimations du revenu par habitant sont obtenues en faisant la somme des revenus unitaires et en la divisant par le nombre de résidents. Ce calcul ne tient pas compte de la mise en commun des ressources qui a lieu au sein de chaque ménage, ni du fait que les ménages

n'ont pas tous la même taille et comprennent souvent des membres qui n'ont pas de revenu propre (comme les enfants et les conjoints). Il est possible d'ajuster le revenu par habitant en fonction de la taille du ménage en utilisant des données d'enquêtes sur les ménages. La plupart des analyses du bien-être fondées sur des données concernant les ménages reposent sur l'hypothèse que les besoins économiques des ménages augmentent moins vite que leur taille : un ménage composé d'un couple et de deux enfants n'a pas nécessairement besoin du double du revenu d'un couple sans enfant pour avoir le même niveau de bien-être. L'ajustement sera inévitablement entaché d'un certain arbitraire, mais il est manifestement préférable de supposer qu'il y a une certaine « mise en commun » des ressources au sein du ménage. Si l'on corrige le revenu par habitant afin de tenir compte de la diminution de la taille des ménages qui s'est produite dans tous les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, le revenu « équivalent » (c'est à dire le revenu corrigé de la taille des ménages) a moins augmenté que le revenu par habitant. Depuis 1995, le Mexique, la République tchèque et le Portugal sont les pays où la réduction est la plus prononcée (Boarini et autres, 2006).

Distribution des revenus

Les revenus diffèrent également d'un individu à l'autre, et leur disparité est plus ou moins prononcée et a évolué différemment suivant les pays de l'OCDE. Il n'est pas possible de déterminer a priori l'impact de l'inégalité des revenus sur le bien-être. Si l'on considère qu'au niveau individuel, chaque surcroît de revenu se traduit par un supplément de bien-être de plus en plus faible et que tous les individus ayant le même revenu connaissent le même niveau de bien-être, le bien-être général sera maximisé si tous les revenus s'égalisent ; le corollaire est que tout accroissement de l'inégalité sans augmentation du revenu moyen réduit le bien-être. Mais on peut tout aussi bien faire valoir que la possibilité d'accéder à la richesse est nécessaire pour stimuler l'effort et l'innovation, au bénéfice de la société tout entière, et que les individus ne partagent pas tous une préférence pour les loisirs, par opposition aux biens matériels.

On peut corriger les indicateurs des comptes nationaux relatifs au revenu des ménages par habitant pour tenir compte d'aspects redistributifs. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque décile de la distribution des revenus au moyen d'un coefficient représentant le degré d'aversion de chaque société à l'inégalité ; plus le coefficient est élevé, moins la société accorde d'importance à une augmentation du revenu (Kolm, 1969). Comme on peut s'y attendre, une valeur élevée du coefficient peut modifier le classement du pays et influencer sur les taux de croissance (Boarini et autres, 2006).

3. Une approche générale de la construction de comptes non marchands pour la production domestique, le capital humain, l'environnement, la santé et l'éducation, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif est décrite dans Abraham and Mackie (2005), qui résument les conclusions d'un groupe d'étude du National Research Council pour les États-Unis.

4. Un élément plus important explique les variations internationales du nombre moyen d'heures travaillées par personne d'âge actif : l'utilisation de la main-d'œuvre, c'est-à-dire la proportion de la population d'âge actif (habituellement entre 16 et 65 ans) qui travaille effectivement. Là encore, les États-Unis se situent bien au-dessus de la moyenne, quelques pays seulement les dépassant.

Indicateurs non monétaires du bien-être

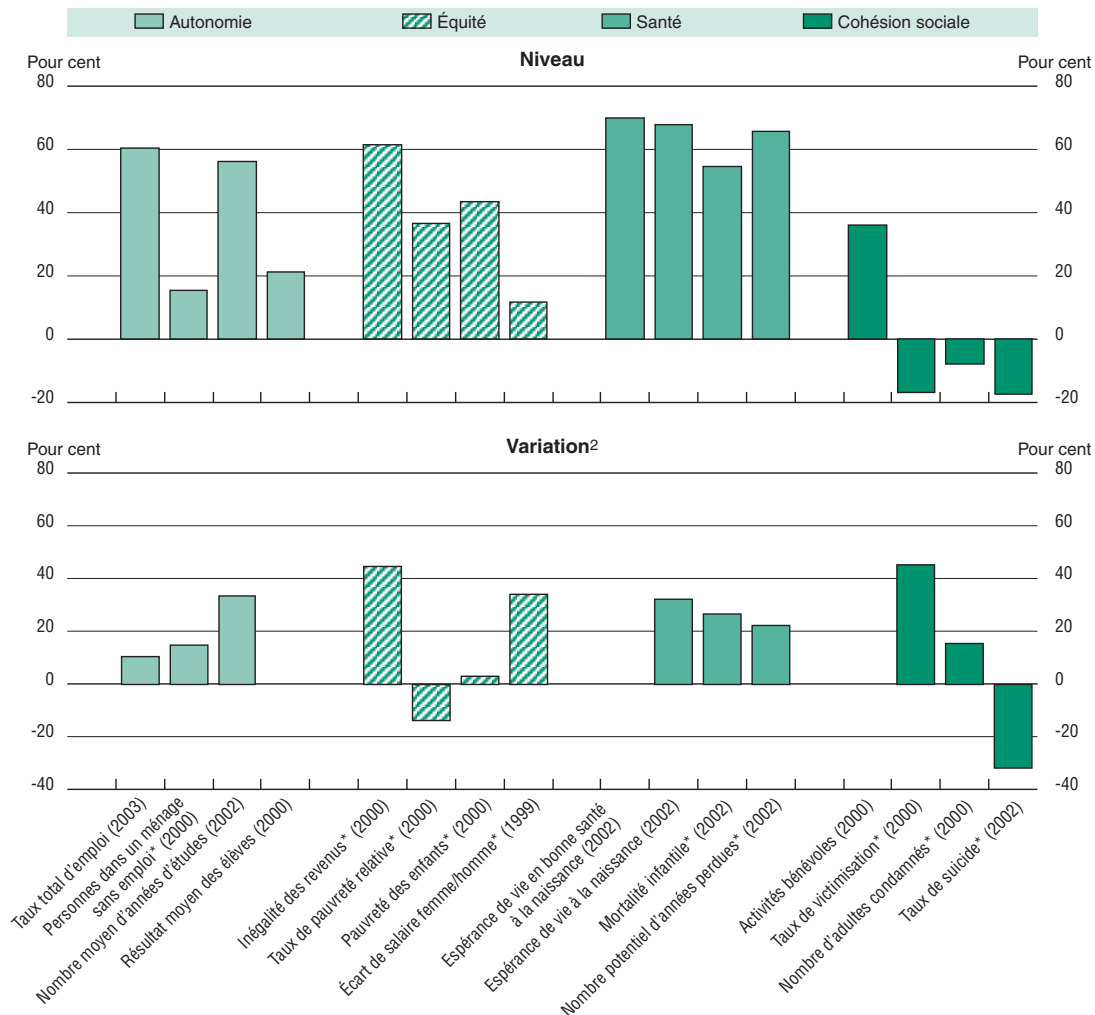
Pour compléter l'évaluation du bien-être, on utilise des indicateurs fournissant des informations sur certaines de ses composantes. Par exemple, on peut essayer de voir si les pays de l'OCDE se caractérisant par un PIB par habitant plus élevé (et une croissance plus soutenue du PIB par habitant au fil des ans) ont connu une amélioration plus prononcée (ou plus rapide) des conditions sociales, ou examiner la relation entre le PIB et des indicateurs environnementaux. Enfin, on peut examiner de quelle

manière les gens répondent à des questions concernant le bonheur et comment leurs réponses sont liées au revenu monétaire.

Indicateurs sociaux du bien-être

Des facteurs sociaux comme l'autonomie, l'équité, la santé et la cohésion sociale entrent en jeu dans le bien-être. Le graphique 3, qui met à profit l'expérience acquise par l'OCDE dans la construction de divers types d'indicateurs sociaux (OCDE, 2005), illustre les corrélations internationa-

Graphique 3. **Corrélations entre le PIB par habitant et différents indicateurs sociaux dans les pays de l'OCDE¹**



1. Dans le cas des variables pour lesquelles une valeur plus élevée de l'indicateur correspond à un moins bon résultat social (par exemple la mortalité infantile, le nombre d'adultes condamnés, notés « * »), la corrélation avec le revenu par habitant est indiquée avec le signe inverse (par exemple, les pays à revenu plus élevé par habitant ont un plus faible taux de mortalité infantile – noté avec un signe positif – et un taux d'incarcération plus élevé – noté avec un signe négatif). Le revenu par habitant est mesuré par le PIB à prix courants et à parité de pouvoir d'achat, divisé par la population totale. Les corrélations portent sur les valeurs du PIB par habitant et des indicateurs sociaux au cours d'une même période ; le nombre de pays pris en compte peut varier suivant la paire de variables, en fonction de la disponibilité des données.

2. Variations entre la première moitié des années 80 et 2000 environ. Pour la période précise couverte par chaque indicateur, voir Boarini et autres (2006). Le manque de données empêche de calculer la variation dans le temps pour certains indicateurs.

Source : OCDE ; *Panorama de la société* et Boarini et autres. (2006).

les entre divers indicateurs sociaux et le PIB par habitant, aussi bien en niveau qu'en variation dans le temps :

– *L'autonomie* est mesurée à travers le taux total d'emploi, la proportion de la population appartenant à un ménage dont aucun membre n'exerce un emploi, le nombre moyen d'années d'études et le résultat moyen des enfants scolarisés à l'âge de 15 ans. Tous ces facteurs influent sur la possibilité, pour l'individu, de s'assurer un niveau de vie décent. On constate, sans surprise, que le taux d'emploi et le nombre moyen d'années d'études sont étroitement corrélés au PIB par habitant, ce qui n'est pas le cas pour le résultat des élèves et pour les ménages sans emploi. La corrélation entre les variations des indicateurs d'autonomie et celles du PIB par habitant est plus faible.

– Pour mesurer l'équité, on peut se fonder sur l'inégalité des revenus, les taux de pauvreté relative, la pauvreté des enfants et l'écart de salaire entre les femmes et les hommes. En général, un PIB élevé par habitant est associé à une plus grande équité telle que mesurée par ces indicateurs, bien que la corrélation soit faible pour l'écart de salaire entre les femmes et les hommes. Une augmentation du PIB par habitant va de pair avec une moindre inégalité des revenus et un moindre écart de salaire entre les femmes et les hommes, mais elle est très faiblement corrélée, si tant est qu'elle le soit, aux variations de la pauvreté des enfants ou de la pauvreté relative.

– Les principaux indicateurs de *état de santé* sont l'espérance de vie à la naissance, l'espérance de vie en « bonne » santé à la naissance (c'est-à-dire la durée de vie sans handicap médical), le taux de mortalité infantile et les années de vie potentielles perdues pour cause d'accident ou de maladie évitable. Tous ces indicateurs sont étroitement corrélés au PIB par habitant dans les différents pays (un revenu plus élevé va de pair avec une meilleure santé, au moins en moyenne), mais le lien entre la variation du PIB par habitant et la variation des indicateurs de santé est moins net.

– Le sentiment d'appartenance à un groupe ou à une communauté plus large contribue positivement au bien-être, alors que des taux élevés de délinquance, de marginalisation et d'échec personnel le réduisent nécessairement. Les indicateurs de *cohésion sociale* dans un sens positif, par exemple la participation à des activités collectives, sont associés à un niveau plus élevé de revenu par habitant. Les indicateurs négatifs (par exemple les taux de victimisation, d'incarcération et de suicide) n'ont aucun lien avec le PIB.

Au total, si l'on fait abstraction des indicateurs de cohésion sociale, la relation entre la situation sociale et le niveau de PIB par habitant est positive mais peu marquée (inférieure

à 0.60 en moyenne) et diminue si on limite l'analyse aux pays de l'OCDE ayant le PIB par habitant le plus élevé. De ce fait, des indicateurs expérimentaux regroupant ces seize indicateurs sociaux en un seul indice synthétique⁵ modifient sensiblement le classement de certains pays de l'OCDE par rapport au seul PIB par habitant, les différences étant relativement stables lorsque les coefficients de pondération sont modifiés (Boarini et autres, 2006). En outre, les corrélations entre les variations du PIB par habitant et divers indicateurs sociaux ne sont généralement pas significatives (Boarini et autres, 2006).

Bien-être et environnement

La qualité de l'environnement influe sur le bien-être. Un environnement de mauvaise qualité (air et eau pollués, par exemple) peut se traduire par des problèmes de santé, et certaines formes de pollution peuvent réduire la valeur d'agrément du milieu naturel. Et même si l'état actuel de l'environnement n'a pas pour le moment d'effets nocifs sensibles, il peut en avoir pour les générations futures, et donc être préjudiciable au bien-être des individus d'aujourd'hui qui sont soucieux des conditions de vie des générations à venir. Les préoccupations concernant le changement climatique illustrent bien cet aspect intertemporel du bien-être.

Le lien entre l'état de l'environnement et le PIB par habitant est complexe. Lorsque la production augmente, l'environnement est davantage sollicité, mais la société est aussi mieux à même d'atténuer ces plus fortes sollicitations et d'y remédier. Ces 10 à 15 dernières années, les émissions de la plupart des polluants ont augmenté plus lentement que le PIB dans la majorité des pays de l'OCDE. Les volumes de polluants traditionnels rejetés dans l'atmosphère et dans l'eau ont en fait baissé dans la plupart des pays membres. De plus, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué en valeur absolue dans à peu près la moitié des pays de l'OCDE, bien que ces gaz continuent de s'accumuler dans l'atmosphère. En revanche, la gestion durable des ressources naturelles renouvelables laisse plus à désirer ; c'est le cas pour plusieurs stocks de poissons importants.

Bien qu'il n'existe pas de comptes standards corrigeant le PIB en fonction de l'évolution de l'état de l'environnement⁶, certaines des améliorations que l'on vient d'évoquer donnent à penser que la dégradation de l'environnement freine sans doute moins la progression du bien-être depuis le

5. Hoffman et autres (2005) donnent des informations pratiques sur la construction d'indicateurs composites.

6. Des moyens concrets pour mieux intégrer les indicateurs des contraintes subies par l'environnement dans les comptes nationaux sont décrits dans le Manuel 2003 du Système de comptabilité économique et environnementale intégrée (SCEE). Toutefois, ces comptes satellites ne sont pas largement utilisés dans les pays de l'OCDE.

début des années 90 dans la plupart des pays de l'OCDE. Mais ce ne sera pas nécessairement le cas si le coût des émissions et des rejets augmente au fil du temps parce que les concentrations de polluants et d'effluents continuent de s'accroître, comme ce pourrait être le cas pour les gaz à effet de serre.

Bien-être et bonheur

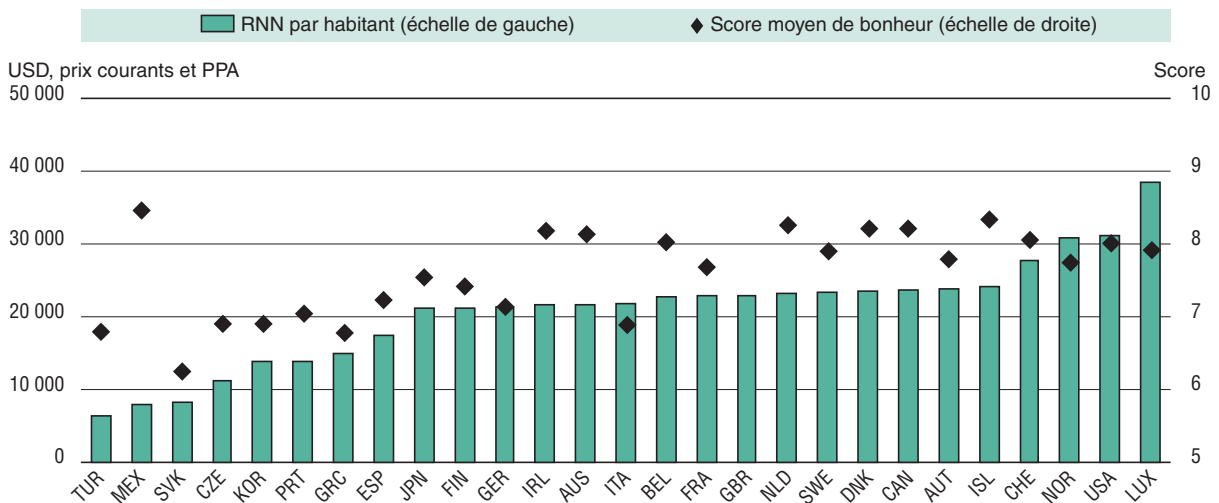
Au lieu d'essayer d'évaluer le bien-être au moyen d'indicateurs objectifs, on peut utiliser des indicateurs subjectifs. Pour déterminer si l'individu est heureux et satisfait (ou insatisfait) de sa vie, une solution consiste à lui demander son avis⁷. Des enquêtes sont réalisées dans plusieurs pays depuis de nombreuses années et elles sont aujourd'hui largement disponibles ; on citera comme exemple les « World Values Surveys ». On demande à un échantillon représentatif de la population de chaque pays d'indiquer ce qui correspond le mieux à sa situation, la réponse allant de très heureux/satisfait de sa vie à très malheureux/insatisfait. Les résultats semblent fiables en ce que les individus qui s'autodéclarent très heureux et très satisfaits sont également considérés comme tels par leurs parents et amis, réagissent mieux au stress, se rappelleront sans doute plus volontiers les événements positifs, souriront davantage, vivront plus longtemps et risqueront moins de souffrir de dépression ou de perdre leur emploi (Layard, 2005).

Ce qui est frappant dans les résultats de ces enquêtes, c'est que la plupart des individus dans les pays de l'OCDE

se considèrent comme assez à très heureux et satisfaits de leur vie, quel que soit pratiquement leur niveau de revenu. Dans les deux tiers environ des pays de l'OCDE, près de 90 % des personnes interrogées se déclarent très ou assez heureuses (graphique 4). On constate une tendance à un niveau plus élevé de satisfaction dans les pays les plus riches de l'OCDE, mais la relation est ténue et semble s'estomper à des niveaux de revenu plus élevés. Les cinq pays qui ont le « score » le plus faible pour le bonheur ont également un revenu par habitant inférieur à la moyenne, mais les Mexicains se déclarent très heureux, alors que dans plusieurs pays de l'OCDE relativement riches, le score dans ce domaine est inférieur à la moyenne.

Ces enquêtes débouchent sur un autre constat intéressant : à mesure que l'individu connaît une situation de plus en plus aisée au cours de son existence – ce qui est le cas de la plupart des gens – son niveau de satisfaction subjectif n'augmente pas proportionnellement (en fait, il change très peu pour la plupart des échantillons), alors que les individus dont la situation se dégrade se déclarent moins heureux. Il se peut que les gens s'adaptent à des niveaux de revenu et de consommation plus élevés, ou que le bien-être individuel dépende pour beaucoup d'une comparaison avec les parents, amis et collègues. Cela pourrait expliquer le lien relativement faible entre les scores de bonheur et le PIB par habitant. En dehors du revenu, les études empiriques concluent que le score de bonheur est plus élevé lorsque les individus ont un emploi, ont des liens familiaux étroits, ont une meilleure santé et une meilleure éducation,

Graphique 4. Revenu national net par habitant et score moyen de bonheur, 2000¹



1. Les pays sont classés par ordre ascendant de revenu national net par habitant.

Source : OCDE, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, et World Values Survey, 1999-2001.

7. Bien sûr, dans certaines circonstances, certains individus ne seront plus heureux que si d'autres le sont moins ; c'est le syndrome de « réjouissance du malheur des autres ».

ainsi que dans les pays où la qualité des institutions paraît meilleure et (s'agissant des pays européens) où les inégalités de revenus sont moins marquées.

Résumé et conclusions

Le bien-être comporte d'autres dimensions que la composante monétaire. Cette composante est néanmoins importante, puisqu'une économie plus riche sera mieux à même de créer et de préserver les autres conditions de nature à améliorer le bien-être, notamment un environnement sain, la possibilité pour l'individu moyen d'accomplir au moins 10 années d'études et la probabilité de mener une vie relativement longue en bonne santé. Une augmentation du PIB par habitant peut aussi contribuer au maintien d'une société démocratique pluraliste, car les revendications contradictoires dont font l'objet les ressources de l'ensemble de l'économie sont plus faciles à régler dans un contexte d'expansion qu'en cas de stagnation ou de récession (voir, par exemple, Friedman, 2005).

La question de savoir quel indicateur des comptes nationaux utiliser pour mesurer le bien-être n'est pas difficile à résoudre. Les divers indicateurs proposés dans le présent *Cahier* sont dans la plupart des cas étroitement corrélés, mais en général plus ils sont ciblés sur le bien-être (par exemple, la consommation de biens et services des ménages, corrigée en fonction de la taille de ceux-ci), plus il est difficile d'obtenir des séries fiables de données disponibles dans les différents pays et pour les différentes périodes.

Il ne fait aucun doute que, quel que soit l'indicateur monétaire retenu, sa corrélation avec le bien-être ne sera ni monotone, ni précise. Dès lors, toute évaluation complète du bien-être ne peut s'appuyer uniquement sur le PIB ou d'autres indicateurs monétaires. Ceux-ci doivent être complétés par d'autres indicateurs concernant la situation sociale et environnementale, du type de ceux qui sont décrits dans le présent numéro des *Cahiers statistiques*. Il convient aussi de mesurer la qualité des administrations publiques, étant donné que le bien-être sera d'autant plus grand que les institutions permettront aux citoyens de gérer leur propre vie et d'avoir le sentiment que l'investissement de leur temps et de leurs ressources sera rentable. Les difficultés soulevées par une telle évaluation sont considérables, mais l'OCDE et ses pays membres sont bien placés pour avancer dans cette voie et produire des statistiques plus pertinentes⁸. ■

8. Dans ce contexte, l'OCDE et le Centre de recherche pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CRELL) ont organisé un atelier sur « les mesures du bien-être et le progrès des sociétés » du 19 au 21 juin 2006 à l'université Cattolica de Milan – voir le site du Forum mondial de l'OCDE sur le thème *Statistiques, savoir et politiques* (www.oecd.org/ocedworldforum).

Précédents numéros des Cahiers statistiques www.oecd.org/statistics

N° 1, novembre 2001 – Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure

N° 2, février 2002 – La création de la zone euro : ses conséquences pour les statistiques économiques

N° 3, mars 2002 – Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations

N° 4, juin 2002 – Mesurer les connaissances et les compétences des élèves : enseignements tirés du PISA 2000

N° 5, janvier 2003 – Mesurer l'économie non observée

N° 6, février 2004 – Mesurer les économies régionales

N° 7, mars 2005 – Croissance du PIB et productivité du travail : comparaisons et problèmes de mesure

N° 8, avril 2005 – Comparaison des taux d'épargne des ménages : Zone euro/États-Unis/Japon

N° 9, novembre 2005 – La comparabilité des statistiques des migrations internationales : problèmes et perspectives

N° 10, mars 2006 – Mesurer le développement durable

Pour en savoir plus

- Abraham K.G. et C. Mackie (2005), *Beyond the Market – Designing Non-market Accounts for the United States*, National Research Council of the National Academies, Washington D.C.
- Beckerman, W. (1978), *Mesures du loisir, de l'égalité et du bien-être*, OCDE, Paris.
- Boarini, R., A. Johansson et M. Mira d'Ercole (2006), « Alternative measures of well-being », *OCDE, Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 476, et *Documents de travail sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations* n° 33, OCDE, Paris.
- Diener, E., (2000), « Subjective well-being: The science of happiness, and a proposal for a national index », *American Psychologist*, vol. 55.
- Friedman, B. (2005), *The Moral Consequences of Economic Growth*, Knopf, New York.
- Hoffman, A., E. Giovannini, M. Nardo, M. Saisana, A. Saltelli et S. Tarantola (2005), « Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide », OCDE, *Documents de travail statistiques*, Paris.
- Kolm, S.C. (1969), « The Optimal Production of Social Justice », dans J. Margolis et H. Guitton (éd.), *Public Economics*, Macmillan, Londres.
- Layard, R. (2005), *Happiness – Lessons from a New Science*, Penguin Press, New York.
- OCDE (2005), *Panorama de la société – Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Paris.

Les *Cahiers statistiques* sont publiés par la Direction des statistiques de l'OCDE

Rédacteur en Chef : Enrico Giovannini

Rédacteur : Charles Aspden

Équipe rédactionnelle : Benoît Arnaud, Eileen Capponi, Julien Dupont

Pour obtenir de plus amples informations veuillez contacter :

Le Rédacteur

CAHIERS STATISTIQUES

Direction des statistiques

OCDE

2, rue André-Pascal

75775 Paris France

Courriel : STD.STATBRIEF@oecd.org

Désirez-vous vous abonner à Cahiers statistiques ?

Inscrivez-vous dès maintenant sur le site www.oecd.org/oecddirect et sélectionnez

Cahiers statistiques. Vous pouvez également adresser votre demande au rédacteur par courrier électronique ou postal.

OCDE dans le monde

OCDE EN AMÉRIQUE DU NORD

Centre OCDE de Washington

2001 L Street N.W., Suite 650

Washington, DC 20036-4922, USA

N° gratuit : +1 (800) 456-6323

Fax : +1 (202) 785-0350

Informations générales :

+1 (202) 785-6323

E-mail : washington.contact@oecd.org

www.oecdwash.org

OCDE AU JAPON

Centre OCDE de Tokyo

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1 Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku,

Tokyo 100-0011

Tél. : +81 (3) 5532 0021

Fax : +81 (3) 5532 0035

E-mail : center@oecd-tokyo.org

www.oecd-tokyo.org

OCDE EN ALLEMAGNE

Centre OCDE de Berlin

Schumannstrasse 10

10117 Berlin

Tél. : +49 30 288 8353

Fax : +49 30 288 83545

E-mail : berlin.contact@oecd.org

www.oecd.org/deutschland

OCDE AU MEXIQUE

Centre OCDE de Mexico

Av. Presidente Mazaryk 526

Colonia : Polanco

C.P. 11560

Mexico D.F.

Tél. : +52 55 9138 6233

Fax : +52 55 5280 0480

E-mail : mexico.contact@oecd.org

www.oecdemexico.org/mx

OCDE PARIS

Centre OCDE de Paris

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cedex 16, France

Tél. : +33 1 45 24 81 67

Fax : +33 1 45 24 19 50

E-mail : sales@oecd.org

www.oecd.org